

Un exemple à suivre ? Netanyahu prêt à ne plus délivrer de permis de travail aux Palestiniens

écrit par Christine Tasin | 4 janvier 2024



Le plan, qui doit redéfinir l'octroi des permis de travail en Israël, doit être discuté début janvier au sein du gouvernement Netanyahu, selon le média Times of Israel. (Crédits : Ronen Zvulun)



Le plan, qui doit redéfinir l'octroi des permis de travail en Israël, doit être discuté début janvier au sein du gouvernement Netanyahu, selon le média Times of Israel. (Crédits : Ronen Zvulun)

Qui disait, il n'y a pas de problème, il n'y a que des solutions !

Netanyahu lance la grande offensive contre le Hamas, contre les terroristes, avec un seul mot d'ordre : protéger son peuple. Protéger les Israéliens. Pour cela, en plus de vider Gaza, ce nid de serpents qu'il faudrait vitrifier, il pense sérieusement à ne plus délivrer de permis de travail aux Palestiniens et à aller chercher ailleurs la main d'oeuvre dont il a besoin. Après les horreurs du 7 octobre dernier, personne ne comprendrait que le chef d'Etat israélien ne prenne pas en considération les éléments qui ont permis ces horreurs. Or, les services spéciaux israéliens ont fait le lien entre l'attaque et les ennemis de l'intérieur, à savoir les Gazaouis, qui, chaque jour, allaient travailler—espionner en Israël. Ils étaient... 18500 ! 18500 c'est un chiffre énorme pour un petit pays de 9 millions d'habitants !

C'est une annonce faite le 31 décembre passée inaperçue dans la presse internationale mais qui en dit long sur l'état de dégradation des perspectives de résolution du conflit entre Israël et le Hamas. Alors que l'économie israélienne repose en

grande partie sur des dizaines de milliers de travailleurs étrangers pour combler ses manques, l'Etat d'Israël, peuplé d'un peu plus de 9 millions d'habitants, envisage d'arrêter complètement d'avoir recours à la main-d'oeuvre palestinienne, en représailles aux attaques sanglantes du 7 octobre de l'organisation islamiste à Gaza, selon un plan du gouvernement consulté par la radio publique israélienne Kan et repris par Times of Israel.

« Le Hamas aurait recueilli une partie des renseignements nécessaires à l'attaque auprès de Gazaouis qui disposaient d'un permis de travail en Israël. Afin d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise en Cisjordanie, Kan (le média public contrôlé par l'Etat, NDLR) déclare que le gouvernement n'a pas l'intention d'autoriser le retour des travailleurs palestiniens après la guerre en cours », écrit [Times of Israel](#).

Déjà, quelques jours après les attaques survenues dans le sud du pays, Israël a retiré 130.000 permis de travail à des Palestiniens de Cisjordanie et n'a pas versé 600 millions de shekels (150 millions d'euros) de taxes dues sur les produits palestiniens, avait affirmé Manal Qarhan, fonctionnaire au ministère palestinien de l'Economie.

Aussi, le 10 octobre, soit trois jours après les attaques, Israël avait révoqué tous les permis de travail délivrés à des Gazaouis, selon une coalition d'ONG israéliennes des droits humains. Quelque 18.500 Gazaouis bénéficiaient d'un permis de travail en Israël au moment du déclenchement de la guerre, selon les autorités israéliennes. Ces milliers de travailleurs, qui se trouvaient en Israël au moment des attaques « sont renvoyés malgré la gravité de la situation » dans la bande de Gaza, qui fait l'objet d'intenses bombardements israéliens depuis les attaques du mouvement islamiste », s'inquiétait d'ailleurs Elizabeth Throssell, porte-parole du Haut-Commissariat,

lors d'un briefing de l'ONU à Genève.

[...]

<https://www.latribune.fr/economie/international/israel-envisage-de-remplacer-la-main-d-oeuvre-palestinienne-par-d-autres-travailleurs-etrangers-987023.html>

En voilà une idée qu'elle est bonne, Macron ! Tu prétends avoir de l'empathie pour toutes les victimes des terroristes musulmans - combien y a-t-il, en France, de terroriste NON musulmans ? -, or tu continues d'importer par milliers, par millions, tes travailleurs préférés de territoires musulmans, des migrants ça s'appelle, des gens venus sans demander d'autorisation, qui s'imposent chez nous et que l'UE nous interdit de renvoyer illico presto chez eux remplir la demande de visa !

Mieux encore, tu veux même les régulariser et donc créer un appel d'air supplémentaire... Que les bonnes âmes qui m'accusent déjà de discrimination et s'apprêtent à porter plainte contre moi pour discrimination, incitation à la haine et compagnie, réfléchissent une seconde.

Veut-on, oui ou non, faire cesser les attaques quasi quotidiennes faites au cri d'Allah Akbar, faire cesser les boucheries comme celles de Charlie Hebdo, du Bataclan, de Nice... et les innombrables victimes des fous d'Allah ? L'immense majorité des attaques terroristes - et je ne parle pas des innombrables viols et meurtres - ont des migrants pour auteurs.

Le minimum est d'arrêter l'immigration sauvage de personnes susceptibles d'être des fous d'Allah, à savoir des migrants venus de pays musulmans. On est en guerre, qu'ils disent ! Pardon, seul Darmanin le dit. Macron, lui, part en guerre contre le Covid, contre Poutine, contre le CO2... mais pour ce

qu'il en est du terrorisme islamique, il s'est bien gardé de prononcer ces mots, craignant des émeutes. Néanmoins il a permis à son âme damnée Darmanin de le dire...

Est-ce que, quand on était en guerre déclarée, un Jean Moulin aurait recruté dans la Résistance un Allemand ? Pourtant, il y avait, forcément, des Allemands en opposition à Hitler et qui étaient pourchassés (je ne parle pas des juifs).

Quand on est en guerre, prend-on le risque d'accepter chez soi des gens de l'autre camp, entrés dans l'illégalité, sans papiers, sans qu'on puisse vérifier leur histoire, leurs origines, leurs propos, leurs actes d'avant ? La réponse est non, doit être non.

Un chef d'Etat qui en serait un vrai, qui ne prendrait pas ses ordres auprès de la dégénérée nazie der Leyen et du débile Biden leur ferait un bras et enverrait promener conventions, punitions, blâmes et compagnie. La France donne plus à l'UE qu'elle n'en reçoit et reçoit de son appartenance des contraintes qui l'empêchent d'être libre et souveraine. Sans la France, l'UE ne tient pas, ils le savent tous. Nous n'avons pas besoin de l'UE et, pour marquer notre liberté, notre indépendance, notre territoire, si on avait à la tête du Pays un Philippot et non la marionnette mondialiste Macron, on lancerait les négociations pour le Frexit et on cesserait d'obéir aux diktats aberrants sur le Covid, sur l'Ukraine, sur l'imposture climatique, sur l'immigration, sur les "droits des terroristes musulmans"...

Là où nous en sommes nous n'avons plus d'autre solution. Cela n'arrivera jamais avec le pantin Macron, à nous d'informer, de ré-informer, d'expliquer... sans se lasser, les enjeux de tout ce que nous vivons et... les solutions !